



HÔTEL REGINA PARIS S.A.



Comptes Semestriels au 30 juin 2008

www.sa-hotel-regina-paris.com

HOTEL REGINA PARIS

Société Anonyme au Capital de € 10 127 050

Siège social : 2, Place des Pyramides 75001 PARIS

RCS PARIS 572 158 558

COMPTES SEMESTRIELS AU 30 JUIN 2008

I. — Bilan.

Bilan Actif	30/06/2008		30/06/2007	
	Brut	Amortissement provision	Net	Net
Actif immobilisé :				
Immobilisations incorporelles :				
Concessions, brevets, licences, logiciels, droits et val. similaires	295 127	207 307	87 820	121 720
Autres immobilisations incorporelles	14 288	11 336	2 952	8 856
Immobilisations corporelles :				
Terrains	263 582		263 582	263 582
Constructions	24 292 495	14 203 600	10 088 895	9 653 595
Installations techniques, matériel et outillage industriels	4 169 648	3 102 721	1 066 927	997 570
Autres immobilisations corporelles	1 124 675	1 051 910	72 765	104 365
Immobilisations corporelles en cours	9 432 047		9 432 047	2 561 582
Immobilisations financières (2) :				
Prêts	138 254		138 254	161 488
Autres immobilisations financières	28 292		28 292	9 830
	<u>39 758 407</u>	<u>18 576 874</u>	<u>21 181 533</u>	<u>13 882 587</u>
Actif circulant :				
Stocks et en-cours :				
Matières premières et autres approvisionnements	226 896		226 896	230 442
Marchandises	218 888	13 524	205 364	223 422
Avances et acomptes versés sur commandes	36 441		36 441	99 611
Créances :				
Clients et comptes rattachés	2 249 829	148 684	2 101 146	2 544 903
Autres créances	1 136 964		1 136 964	165 562
Valeurs mobilières de placement :				
Autres titres	11 679 959	656 730	11 023 229	13 000 797
Disponibilités	10 724 936		10 724 936	10 319 232
Charges constatées d'avance	331 076		331 076	123 238
	<u>26 604 990</u>	<u>818 938</u>	<u>25 786 052</u>	<u>26 707 207</u>
Total général	<u>66 363 397</u>	<u>19 395 811</u>	<u>46 967 586</u>	<u>40 589 794</u>

Bilan Passif	30/06/2008	30/06/2007
	Net	Net
Capitaux propres :		
Capital (dont versé : 10 127 050,00)	10 127 050	10 127 050
Primes d'émission, de fusion, d'apport	1 370 981	1 370 981
Réserve légale	1 101 919	1 101 919
Autres réserves	20 979 214	18 739 905
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	700 663	1 348 768
	<u>34 279 827</u>	<u>32 688 622</u>
Provisions pour risques et charges :		
Provisions pour risques	344 545	211 445
Provisions pour charges	878 397	571 692
	<u>1 222 942</u>	<u>783 137</u>
Dettes (1) :		
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit	6 401 588	2 400 000
Emprunts et dettes financières	823 321	823 321
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	229 241	318 366
Fournisseurs et comptes rattachés	1 714 614	1 179 281
Dettes fiscales et sociales	2 254 222	2 387 182
Autres dettes	41 831	9 883
	<u>11 464 817</u>	<u>7 118 034</u>
Total général	<u>46 967 586</u>	<u>40 589 794</u>
<i>(1) Dont à plus d'un an (a)</i>	5 666 682	2 416 682
<i>(1) Dont à moins d'un an (a)</i>	5 568 894	4 382 986
<i>(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours</i>		

II. — Compte de résultat.

	30/06/2008		30/06/2007	
	France	Export.	Total	Total
Produits d'exploitation :				
Ventes de marchandises	2 473 199		2 473 199	2 618 827
Production vendue (services)	8 264 171		8 264 171	9 018 752
Chiffre d'affaires net	10 737 370		10 737 370	11 637 579
Reprises sur provisions et transfert de charges			262 184	317 434
Autres produits			97 649	78 535
			11 097 203	12 033 548
Charges d'exploitation :				
Achats de marchandises			905 308	884 238
Variation de stocks			-3 103	-35 960
Autres achats et charges externes			2 349 148	2 422 004
Impôts, taxes et versements assimilés			581 551	562 078
Salaires et traitements			3 781 741	3 843 611
Charges sociales			1 445 870	1 469 322
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			586 842	577 242
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			149 587	120 790
Pour risques et charges : dotations aux provisions			278 252	139 722
Autres charges			28 127	31 648
			10 103 322	10 014 695
Résultat d'exploitation			993 881	2 018 853
Produits financiers :				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				865
Autres intérêts et produits assimilés			267 401	228 928
Reprises sur provisions et transfert de charges			285 921	160 351
Différences positives de change			2 037	2 680
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			206 942	77 327
			762 300	470 152
Charges financières :				
Dotations aux amortissements et aux provisions			656 059	173 301
Intérêts et charges assimilées			121 682	27 750
Différences négatives de change			5 148	1 685
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			480	
			783 368	202 735
Résultat financier			-21 068	267 417
Résultat courant avant impôts			972 813	2 286 270

Compte de résultat (suite) :

	30/06/2008	30/06/2007
	Total	Total
Produits exceptionnels :		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Charges exceptionnelles :		
Sur opérations de gestion		800
Sur opérations en capital	19 163	
	19 163	800
Résultat exceptionnel	-19 163	-800
Participation des salariés aux résultats		149 820
Impôts sur les bénéfices	252 987	786 882
Total des produits	11 859 503	12 503 700
Total des charges	11 158 840	11 154 932
Bénéfice ou perte	700 663	1 348 768

III. — Tableau des flux de trésorerie.
(En milliers d'euros.)

En milliers d'euros	1er Semestre 2008 En K€	Année 2007 En K€	1er Semestre 2007 En K€
Flux de trésorerie liés à l'activité :			
Résultat net	700,7	3 045,9	1 348,8
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :			
Amortissements et provisions	1 159,4	1 673,8	640,6
Plus et moins value de cession	19,2	56,5	0,0
Autres charges et produits calculés	0,0	0,0	0,0
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité :			
Variation des stocks	-3,1	-24,8	-36,0
Variation des créances d'exploitation	-1 051,7	-334,1	-685,6
Variation des dettes d'exploitation	-1 098,7	844,1	-601,3
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	-2 153,5	485,3	-1 322,9
Flux net de trésorerie généré par l'activité	-274,3	5 261,5	666,4
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement :			
Acquisitions d'immobilisations	-4 408,5	-7 698,6	-3 480,9
Cessions ou réductions d'immobilisations	0,0	42,9	19,7
Autres flux liés aux opérations d'investissement	0,0	0,0	0,0
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-4 408,5	-7 655,7	-3 461,3
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement :			
Dividendes versés aux actionnaires	0,0	-806,6	0,0
Augmentation de capital en numéraire			
Emprunt	1 650,0	4 750,0	2 400,0
Remboursement d'emprunt			
Autres flux liés aux opérations de financement			
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	1 650,0	3 943,4	2 400,0
Variation de trésorerie	-3 032,8	1 549,2	-394,9
Trésorerie d'ouverture	25 437,7	23 888,5	23 888,5
Variation de trésorerie de la période	-3 032,8	1 549,2	-394,9
Trésorerie à la clôture de la période	22 404,9	25 437,7	23 493,6

IV. — Notes annexes aux comptes sociaux.

Règles et méthodes comptables

(Décret n° 83-1020 du 29-11-1983 - articles 7, 21, 24 début, 24-1, 24-2 et 24-3)

Les comptes ont été établis selon les principes comptables français.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Changement de méthode d'évaluation

Aucun changement notable d'évaluation n'est intervenu au cours de l'exercice.

Changement de méthode de présentation

Aucun changement notable de présentation n'est intervenu au cours de l'exercice.

LES PRINCIPALES METHODES UTILISEES SONT LES SUIVANTES :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant la durée de vie prévue selon le mode linéaire ou dégressif.

- | | |
|---|---------------|
| - Constructions | : 30 à 50 ans |
| - Aménagement des constructions | : 10 à 25 ans |
| - Installations techniques, matériel et outillage | : 5 à 10 ans |
| - Installations générales, agenc. et aménag. divers | : 3 à 15 ans |
| - Matériel de bureau et informatique | : 5 ans |
| - Mobilier | : 10 ans |

Immobilisations incorporelles

Les frais d'établissement sont amortis sur 5 ans.

Les logiciels informatiques acquis séparément sont amortis sur 3 ans.

Stocks

Les stocks sont évalués suivant la méthode "premier entré, premier sorti".

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires à l'exception de toute valeur ajoutée.

Dépréciations

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est constituée lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur probable de réalisation est inférieure à la valeur nominale.

VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

Actions

Les actions sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. En fin d'exercice, leur coût d'acquisition est comparé au dernier cours connu, si ce dernier est inférieur, il est créé une provision pour la différence.

Obligations

Les obligations sont comptabilisées à leur valeur nominale. A la clôture, celle-ci est comparée à la dernière valeur connue hors coupon couru. Si cette dernière est inférieure, il est constitué une provision pour la différence.

SICAV, FCP et assimilés

Les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. A la clôture de l'exercice, si le coût d'acquisition est supérieur à la valeur de rachat, cette différence est constatée par la constitution d'une provision qui n'est pas déductible fiscalement.

EMPRUNT

Afin de financer en partie les travaux de réhabilitation en hôtel de l'immeuble situé 30-32 rue la Pérouse à Paris, le Conseil d'administration du 16 février 2007 a autorisé la mise en place d'un emprunt pour un montant total de 7 millions d'euros à appeler de février 2007 à août 2008 en fonction des besoins de trésorerie.

Cet emprunt est remboursable sur 7 ans à compter d'août 2008.

La garantie de cet emprunt consiste en un nantissement sur le fond de commerce à créer 30-32 rue La Pérouse 75116 Paris.

Au 30 juin 2008, la société a appelé 6,4 millions d'euros sur cet emprunt. Le montant total des intérêts comptabilisés au 30 juin 2008 s'élève à 121 682 euros.

Le coût de cet emprunt se présente comme suit :

- Jusqu'à la date limite de décaissement soit le 28 août 2008, pour chaque décaissement fractionné, le prêt portera intérêts à Euribor 1 mois plus 0,30%. Ce taux est plafonné à 4,40%.

- A compter de la date limite de décaissement, le prêt remboursable par amortissement constant jusqu'au 28 août 2015, portera intérêts calculés trimestriellement à 3,92% plus 0,30% si Euribor 3 mois est inférieur à 5% ou à Euribor 3 mois plus 0,30% au-delà.

EVALUATION DES ENGAGEMENTS ENVERS LES SALARIES EN ACTIVITE

L'évaluation des engagements en matière de retraite et avantages assimilés n'a pas fait l'objet d'une mise à jour pour la présentation des comptes semestriels clos le 30 juin 2008.

Au 31 décembre 2007, elle se présentait comme suit :

Les engagements de l'entreprise sont évalués à la clôture de l'exercice, salarié par salarié. L'engagement de l'entreprise envers un salarié en activité représente une dette potentielle à long terme.

Cette dette est (d'après OEC, rec n°123 méthode de répartition des coûts au prorata de l'ancienneté) :

- actualisée en appliquant un taux d'intérêts composés compatible avec la nature de dette à long terme.

- pondérée par la probabilité pour que le salarié remplisse un jour les conditions requises (espérance mathématique de la dette actualisée répartie entre les exercices au prorata de l'ancienneté acquise).

$$D = I \times (1 + i)^{-n} \times Pp \times Ps \times na / nt$$

D = estimation actuelle de l'engagement

I = montant de l'indemnité prévue

na = nombre actuel d'années d'ancienneté

nt = nombre total d'années d'ancienneté le jour du départ en retraite

n = (nt-na)

Pp = probabilité de présence d'un salarié à l'âge de retraite.

Ps = probabilité de survie à l'âge de la retraite.

i = taux d'intérêt retenu pour l'actualisation.

Le taux d'actualisation retenu (obligation à long terme) : 4,5 %

Engagement Indemnités :	139 005 €
+ charges sociales (40%) :	<u>55 602 €</u>
	194 607 €

Immobilisations :

	Valeur brute début d'exercice	Acquisitions	Diminutions par virement	Par cession	Valeur brute fin d'exercice
Immobilisations incorporelles :					
Frais d'établissement, de recherche et développement : total I					
Autres postes d'immobilisations incorporelles : total II	301 248	8 167			309 415
Immobilisations corporelles :					
Terrains	263 582				263 582
Constructions sur sol propre	7 757 249	853 824		243 198	8 367 875
Constructions sur sol d'autrui	3 522 962				3 522 962
Installations générales, agencements et aménagements des constructions	12 063 307	490 890		152 538	12 401 659
Installations techniques, matériel et outillage industriels	3 966 320	203 327			4 169 648
Installations générales, agencements et aménagements divers	720 422				720 422
Matériel de bureau et informatique, mobilier	399 765	4 487			404 252
Immobilisations corporelles en cours	6 602 729	2 886 148	56 830		9 432 047
Total III	35 296 337	4 438 676	56 830	395 736	39 282 446
Immobilisations financières :					
Prêts et autres immobilisations financières	148 084	18 462			166 546
Total IV	148 084	18 462			166 546
Total général (I + II + III + IV)	35 745 668	4 465 305	56 830	395 736	39 758 407

Amortissements :

Situation et mouvements de l'exercice Immobilisations	Valeur en début d'exercice	Augmentations dotations	Diminutions sorties / reprises	Valeur en fin d'exercice
Immobilisations Amortissables				
Immobilisations incorporelles :				
Frais d'établissement recherche développement total I				
Autres immobilisations incorporelles total II	193 986	24 657		218 643
Immobilisations corporelles :				
Constructions sur sol propre	5 638 092	152 641	389 763	5 400 970
Constructions sur sol d'autrui	203 713	35 660		239 373
Instal. Générales, agenc. Et aménag. Constructions	8 336 012	227 244		8 563 256
Installations techniques, matériel et outillage industriels	2 976 107	126 614		3 102 721
Installations générales, agencements et aménagements divers	828 974	13 537	144 441	698 070
Matériel de bureau et informatique, mobilier	202 910	150 930		353 839
Total III	18 185 808	706 626	534 204	18 358 230
Total general (I + II + III)	18 379 794	731 283	534 204	18 576 874

Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires

Néant

Charges à répartir sur plusieurs exercices :

Néant

Provisions inscrites au bilan :

	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations exercice	Diminutions : reprises exercice	Montant à la fin de l'exercice
Provisions règlementées : (Néant)				
Provisions pour risques et charges :				
Provisions pour litiges	172 545	179 000	7 000	344 545
Provisions pour impôts	4 921			4 921
Provisions pour grosses réparations	650 428	99 252		749 680
Autres provisions pour risques et charges	192 480		68 684	123 796
Total II	1 020 374	278 252	75 684	1 222 942
Provisions pour dépréciations :				
Sur stocks et en-cours	10 835	2 689		13 524
Sur comptes clients	138 309	146 898	136 522	148 684
Autres provisions pour dépréciations	286 592	656 059	285 921	656 730
Total III	435 736	805 645	422 443	818 938
Total général (I + II + III)	1 456 110	1 083 897	498 127	2 041 880
Dont dotations et reprises :				
D'exploitation		427 839	212 206	
Financières		656 059	285 921	
Exceptionnelles				

Etat des créances et des dettes :

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
De l'actif immobilisé :			
Prêts	138 254		138 254
Autres immobilisations financières	28 292		28 292
De l'actif circulant :			
Clients douteux ou litigieux	79 012		79 012
Autres créances clients	2 170 818	2 170 818	
Personnel et comptes rattachés	4 523	4 523	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Impôts sur les bénéfices	608 571	608 571	
Taxe sur la valeur ajoutée	518 873	518 873	
Débiteurs divers	4 997	4 997	
Charges constatées d'avance	331 076	176 029	155 047
Total	3 884 415	3 483 811	400 604

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit :				
A un an maximum à l'origine	1 588	1 588		
A plus d'un an à l'origine (1)	6 400 000	750 000	4 000 000	1 650 000
Emprunts et dettes financières diverses	16 682		16 682	
Fournisseurs et comptes rattachés	1 714 614	1 714 614		
Personnel et comptes rattachés	1 019 526	1 019 526		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	928 191	928 191		
Impôt sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée	8 142	8 142		
Autres impôts, taxes et versements assimilés	298 362	298 362		
Groupe et associés	806 639	806 639		
Autres dettes	41 831	41 831		
Total	11 235 576	5 568 894	4 016 682	1 650 000

(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice 1 650 000

Produits à recevoir : (Décret 83-1020 du 29-11-1983 - Article 23).

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	30/06/2008	30/06/2007
Créances clients et comptes rattachés	25 189	12 424
Autres créances	2 764	10 763
Valeurs mobilières de placement	38 592	28 846
Disponibilités	44 597	17 651
Total	111 142	69 684

Charges à payer : (Décret 83-1020 du 29-11-1983 - Article 23).

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	30/06/2008	30/06/2007
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	117 136	242 616
Dettes fiscales et sociales	1 566 266	1 791 802
Autres dettes	658	9 883
Total	1 684 060	2 044 302

Produits et charges constatés d'avance : (Décret 83-1020 du 29-11-1983 - Article 23).

Produits constatés d'avance : Néant

Charges constatées d'avance	30/06/2008	30/06/2007
Charges d'exploitation	331 076	123 238
Charges financières		
Charges exceptionnelles		
Total	331 076	123 238

Composition du capital social : (Décret 83-1020 du 29-11-1983 - Article 24-12).

Différentes catégories de titres	Valeur nominale	Nombre de titres			
		Au début de l'exercice	Créés pendant l'exercice	Remboursés pendant l'exercice	En fin d'exercice
Actions de capital	Sans	2 372 468			2 372 468

Ventilation du chiffre d'affaires net : (Décret 83-1020 du 29-11-1983 - Article 24-21).

	France	Etranger	Total
Prestations de services	8 260 085		8 260 085
Ventes de marchandises	2 473 199		2 473 199
Produits des activités annexes	4 086		4 086
Total	10 737 370		10 737 370

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices : (Décret 83-1020 du 29-11-1983 - Article 24-20).

	Impôt		
	Avant impôt	correspondant	Après impôt
+ Résultat courant	972 813	259 375	713 438
+ Résultat exceptionnel	-19 163	-6 388	-12 775
- Participations des salariés			
Résultat comptable	953 650	252 987	700 663

Accroissements et allègements de la dette future d'impôt : (Décret 83-1020 du 29-11-1983 - Article 24-24).

Allègements de la dette future d'impôt	Montant
Provisions non déductibles l'année de leur comptabilisation :	
Participation des salariés	
Autres :	
Organic	17 169
Total	17 169

Rémunération des dirigeants : (Décret 83-1020 du 29-11-1983 - Article 24-18).

Rémunérations allouées aux membres	Montant
Des organes d'administration	24 392
Total	24 392

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX
COMPTES SUR L'EXAMEN LIMITE DES
COMPTES SEMESTRIELS**
(Articles L. 232.7 du Code de Commerce et 297.1 du
Décret du 23 mars 1967)

Mesdames, Messieurs,

En ma qualité de commissaire aux comptes et en application de l'article L 232-7 du Code de Commerce, j'ai procédé à :

- l'examen limité du tableau d'activité et de résultats, présenté sous la forme de comptes intermédiaires, de la Société HOTEL REGINA PARIS, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2008 au 30 juin 2008, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel.

Ces comptes intermédiaires ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il m'appartient, sur la base de mon examen limité, d'exprimer ma conclusion sur ces comptes.

J'ai effectué cet examen selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences limitées conduisant à une assurance, moins élevée que celle résultant d'un audit, que les comptes intermédiaires ne comportent pas d'anomalies significatives. Un examen de cette nature ne comprend pas tous les contrôles propres à un audit, mais se limite à mettre en œuvre des procédures analytiques et à obtenir des dirigeants et de toute personne compétente les informations que j'ai estimées nécessaires.

Sur la base de mon examen limité, je n'ai pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause, au regard des règles et principes comptables français, la régularité et la sincérité des comptes intermédiaires et l'image fidèle qu'ils donnent du résultat des opérations du semestre ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de ce semestre.

J'ai également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations données dans le rapport semestriel commentant les comptes intermédiaires sur lesquels a porté mon examen limité.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes intermédiaires.

Paris, le 1er septembre 2008

LE COMMISSAIRE AUX COMPTES :

Bernard ROBIN
Membre de la Cie Régionale de Paris